

Décret n° 2013-1311 du 27 février 2013, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété dont le dernier le décret-loi 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi n° 89-44 du 8 mars 1989, portant création des commissariats régionaux au développement agricole, telle que complétée par la loi n° 94-116 du 31 octobre 1994,

Vu la loi n° 2012-10 du 7 juillet 2012, portant ratification de la convention d'istisnaâ conclue le 27 février 2012 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Islamique de Développement relative à la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine,

Vu le décret n° 89-832 du 29 juin 1989, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement des commissariats régionaux au développement agricole, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété dont le dernier en date le décret n° 2007-688 du 26 mars 2007,

Vu le décret n° 89-833 du 29 juin 1989, fixant l'organisation spécifique du commissariat régional au développement agricole du Kef,

Vu le décret n° 89-1235 du 29 juin 1989, fixant l'organisation spécifique du commissariat régional au développement agricole du Kasserine,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu le décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996, portant création des unités de gestion par objectifs,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2001-420 du 13 février 2001, portant organisation du ministère de l'agriculture, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 2011-1560 du 5 septembre 2011,

Vu le décret n° 2006-1245 du 24 avril 2006, fixant le régime d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels d'administration centrale,

Vu le décret n° 2011-4796 du 29 décembre 2011, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Il est créé au sein du ministère de l'agriculture une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine. Elle est placée sous l'autorité du directeur général du financement, des investissements et des organismes professionnels.

Art. 2 - Les missions de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine consistent en ce qui suit :

1- veiller à l'exécution des différentes opérations rentrant dans le cadre du projet,

2- coordonner les phases de réalisation effective du projet en vue d'assurer leur harmonisation avec les objectifs fixés,

3- prendre les décisions convenables en temps opportun pour réajuster la marche du projet.

Et d'une manière générale, assurer toute autre mission rentrant dans le cadre du projet, qui lui sera confiée par l'autorité de tutelle.

Art. 3 - La durée de réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine est fixée à cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

L'unité de gestion par objectifs assure durant cette période le suivi des composantes suivantes :

La première composante :

- l'acquisition des moyens de transports et les équipements informatiques nécessaire pour le démarrage du projet.

La durée de sa réalisation est fixée à un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

- l'élaboration des dossiers d'appels d'offres, le choix des bureaux d'études pour la réalisation des études concernant :

* la réalisation de 14 lacs collinaires,

* la création de 5 périmètres irrigués,

* l'aménagement de 6 périmètres irrigués,

- * la création de 61 km des pistes agricoles,
- * l'approvisionnement de 21 zones rurales en eau potable.

Sa durée de réalisation est fixée à un an et six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

La deuxième composante :

- suivi de la réalisation des travaux concernant :
 - * la réalisation de 14 lacs collinaires,
 - * la création de 5 périmètres irrigués,
 - * l'aménagement de 6 périmètres irrigués,
 - * la création de 61 km des pistes agricoles,
 - * l'approvisionnement de 21 zones rurales en eau potable.

Sa durée de réalisation est fixée à trois ans à compter de la date d'achèvement de la première composante.

- l'aménagement foncier des terres en sec sur une superficie de 5000 ha.

Sa durée de réalisation est fixée à cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

- l'organisation du milieu rurale et l'emploi des jeunes ruraux.

Sa durée de réalisation est fixée à cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

- la réalisation et l'appui des travaux de la conservation des eaux et du sol sur une superficie de 37220 ha.

Sa durée de réalisation est fixée à cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

- la plantation en arboricultures d'une superficie de 3100ha.

Sa durée de réalisation est fixée à quatre ans à compter de la deuxième année de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 4 - Les résultats du projet sont évalués conformément aux critères suivants :

- 1- le degré de respect des délais et des étapes d'exécution du projet et les efforts entrepris pour réduire ces délais,
- 2- la réalisation des objectifs du projet et les mesures prises pour augmenter sa rentabilité,
- 3- le coût du projet et les efforts enregistrés pour le minimiser,
- 4- les difficultés rencontrées dans la réalisation du projet et les actions entreprises pour les surmonter,

5- le système du suivi et d'évaluation de l'unité de gestion et son degré d'efficacité dans la détermination des données relatives à l'avancement de la réalisation du projet,

6- l'efficacité d'intervention pour réajuster le déroulement du projet.

Art. 5 - L'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine comprend les emplois fonctionnels suivants :

1- le directeur au niveau central de l'unité ayant fonction et avantages de directeur d'administration centrale,

2- un sous-directeur chargé de la programmation, de suivi physique et financier du projet au gouvernorat du Kef ayant fonction et avantages de sous-directeur d'administration centrale,

3- un sous-directeur chargé de la programmation, de suivi physique et financier du projet au gouvernorat du Kasserine ayant fonction et avantages de sous-directeur d'administration centrale,

4- un chef de service au niveau central chargé du suivi physique et financier du projet ayant fonction et avantages de chef de service d'administration centrale,

5- un chef de service chargé des affaires administratives et financières du projet au gouvernorat du Kef ayant fonction et avantages de chef de service d'administration centrale,

6- un chef de service chargé des affaires administratives et financières du projet au gouvernorat du Kasserine ayant fonction et avantages de chef de service d'administration centrale.

Art. 6 - Il est créé au sein du ministère de l'agriculture une commission présidée par le ministre de l'agriculture ou son représentant chargée du suivi et de l'évaluation des missions attribuées à l'unité de gestion par objectifs conformément aux critères fixés à l'article 4 du présent décret.

Les membres de la commission seront désignés par arrêté du chef du gouvernement sur proposition du ministre de l'agriculture.

Le président de la commission peut faire appel à toute personne dont l'avis est jugé utile pour assister aux travaux de la commission avec avis consultatif.

La commission se réunit sur convocation de son président et chaque fois que la nécessité l'exige. Elle ne peut délibérer valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix de ses membres présents et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La direction générale du financement, des investissements et des organismes professionnels au ministère de l'agriculture, assure les fonctions du secrétariat de la commission.

Art. 7 - Le ministre de l'agriculture soumet un rapport annuel au chef du gouvernement sur l'activité de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement agricole intégré dans les gouvernorats du Kef et de Kasserine conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996 susvisé.

Art. 8 - Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 février 2013.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

Par décret n° 2013-1312 du 27 février 2013.

Les médecins vétérinaires sanitaires principaux dont les noms suivent sont nommés médecins vétérinaires sanitaires majors :

- Fethi Sallami,
- Nejib Ktata.

Arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances du 26 février 2013, fixant les redevances portuaires au profit de l'agence des ports et des installations de pêches.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics.

Vu la loi n° 75-17 du 31 mars 1975, portant promulgation du code du pêcheur,

Vu la loi n° 91-64 du 29 juillet 1991, relative à la concurrence et aux prix, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée dont le dernier en date la loi n° 2005-60 du 18 juillet 2005,

Vu la loi n° 92-32 du 7 avril 1992, portant création de l'agence des ports et des installations de pêche,

Vu la loi n° 94-13 du 31 janvier 1994, relative à l'exercice de la pêche, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée dont le dernier en date la loi n° 2010-21 du 26 avril 2010,

Vu la loi n° 94-86 du 23 juillet 1994, relative aux circuits de distribution des produits agricoles et de la pêche, telle que modifiée par la loi n° 2000-18 du 7 février 2000,

Vu la loi n° 2009-17 du 16 mars 2009, relative au régime du repos biologique dans le secteur de la pêche et son financement, telle que modifiée par la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010,

Vu la loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes,

Vu le décret n° 92-2110 du 30 novembre 1992, fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement de l'agence des ports et des installations de pêches, tel que modifié par le décret n° 99-660 du 22 mars 1999,

Vu le décret n° 2011-4796 du 29 décembre 2011, portant nomination de membres du gouvernement.

Arrêtent :

Article premier - Le séjour des bateaux dans les eaux des ports de pêche, le débarquement des produits de la pêche et de l'aquaculture et l'occupation temporaire du domaine public portuaire, donnent lieu à la perception au profit de l'agence des ports et des installations de pêche, des redevances dont les montants sont fixés comme suit :

1) Redevance de séjour dans les bassins des ports :

A- Bateaux armés à la pêche :

La redevance de séjour sera décomptée par tonneau de jauge brute et par an à raison de :

- 2 dinars (2,000 DT) pour les bateaux de moins de 30 tonnes de jauge brute.
- 4 dinars (4,000 DT) pour les bateaux de plus de 30 tonnes de jauge brute.

B- Bateaux non armés à la pêche :

Le séjour des bateaux de plaisance et des navires commerciaux peut être admis dans les ports de pêche à titre exceptionnel dans la limite de la disponibilité des quais et moyennant un paiement de redevance de séjour calculée conformément au barème suivant :

* Navires commerciaux : La redevance sera décomptée sur la base des tarifs en vigueur dans les ports commerciaux,

* Bateaux de plaisance et autres bateaux : La redevance sera décomptée en fonction de la longueur hors tout et du tonneau de jauge brute selon les tarifs suivants :

- redevance d'abritement : 2 dinars (2,000 DT) par tonneau de jauge brute. Ladite redevance est perçue sur chaque bateau accédant aux eaux portuaires et ce quelle que soit la période de séjour et autant qu'elle ne dépasse le 31 décembre de chaque année.

- redevance d'accostage: 1 dinar (1,000 DT) par jour et par mètre.

2) Redevance de débarquement des produits de la pêche et de l'aquaculture :

Le débarquement des produits de la pêche et de l'aquaculture dans les ports donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base de 2% de la valeur des produits. Le montant de cette redevance est répercuté sur le prix de vente aux consommateurs.

Cette redevance est prélevée au niveau des marchés de production, de gros ou d'intérêt national par les commissionnaires de vente, et ce, outre les autres redevances appliquées auxdits marchés. Elle sera ensuite versée par leur soin au profit de l'agence des ports et des installations de pêche dans un délai d'une semaine à compter de la date de paiement de la redevance précitée.

A défaut de présentation par les producteurs de preuve quant à la vente de leurs produits dans les lieux qui leur sont réservés, ils seront exigés de payer la redevance de débarquement qui sera calculée sur la base de 2% du prix réel par kg selon la mercuriale du jour de débarquement et elle sera payée auprès du trésorier du port, et ce, outre les poursuites intentées par l'autorité compétente en matière de pêche à l'encontre des contraventions de la réglementation en vigueur.

Le débarquement des produits de la pêche doit se faire sous contrôle des agents de l'agence des ports et des installations de pêche, des agents de l'autorité compétente en matière de pêche et des agents habilités à cet effet selon la réglementation en vigueur.

3) Redevance pour occupation temporaire du domaine public portuaire :

* Pour les superficies découvertes :

L'occupation temporaire des surfaces découvertes donne lieu à la perception d'une redevance selon l'activité comme suit :

- la conservation d'armement de pêche : 1 dinar (1,000 DT) par m² par an,
- les administrations publiques : 2 dinars (2,000 DT) par m² par an,

- les chaînes de froid : (fabrication de glace, collecte, transformation, congélation, réfrigération et conditionnement, ...) : 1 dinar (1,000 DT) par m² par an,

- les ateliers: (construction, réparation, électricité, mécanique ou forgeage, peinture et montage et réparation des filets de pêche, ...) : 1 dinar (1,000 DT) par m² par an,

- les locaux commerciaux : (vente de denrées alimentaires, vente d'armement de pêche, vente d'articles divers, café, restaurant, restauration rapide, ...) : 3 dinars (3,000 DT) par m² par an,

- l'aquaculture : 2 dinars (2,000 DT) par m² par an,

- les activités occasionnelles dans les bassins ou la terre du port : 5 dinars (5,000 DT) par m² par mois,

- les activités touristiques et de plaisance : 10 dinars (10,000 DT) par m² par an.

* Pour les superficies couvertes :

Les redevances pour l'occupation temporaire des superficies couvertes sont fixées par les experts des services compétents du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières.

* Pour les canalisations souterraines et lignes aériennes :

Une redevance de 50 dinars (50,000 DT) est fixée pour toute opération de raccordement aux canalisations des égouts et de l'eau potable et des lignes téléphoniques et électriques.

* Pour les canalisations de distribution de carburant :

Une redevance annuelle pour l'extension des canalisations de distribution de carburant est fixée à 0,100 dinars par mètre linéaire.

Art. 2 - La fourniture de services ainsi que l'utilisation de l'outillage public des ports de pêche donnent lieu à la perception de redevances au profit de l'agence des ports et des installations de pêche, dont les tarifs sont fixés ci-après :

1) Redevances pour hissage, descente et séjour sur l'aire de carénage, calage non compris :

Type de bateau	Redevance	Observation
Pour les bateaux de pêche, les bateaux de surveillance côtière, les bateaux de la marine nationale et les bateaux de recherche et de formation dans le domaine de la pêche	Hissage, descente et séjour pour une période de 15 jours 6 Dinars par tonneau de jauge brute En cas de hissage seulement ou de descente seulement le montant dû sera la moitié de cette redevance	Une redevance complémentaire par tonneau de jauge brute et par jour calculée à : 0,500DT au delà du 15 ^{ème} jour

Type de bateau	Redevance	Observation
Autres bateaux	Hissage, descente et séjour pour une semaine 20 Dinars par tonneau de jauge brute en sus d'une redevance fixe de 50 Dinars En cas de hissage seulement ou de descente seulement le montant dû sera la moitié de cette redevance	Une redevance additionnelle pour chaque tonneau de jauge brute et pour chaque jour calculée à : 1,000DT au delà du 7 ^{ème} jour

2) Redevances pour fourniture de matières consommables :

- électricité : Le prix du kilowatt/H sera décompté selon le prix moyen facturé à l'agence des ports et des installations de pêche par la société tunisienne de l'électricité et du gaz, tous droits et taxes compris, majoré de 10% en contre partie des services rendus par l'agence,

- eau : Le prix du m³ d'eau sera décompté selon le prix moyen facturé à l'agence des ports et des installations de pêche par la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, tous droits et taxes compris, majoré de 10% en contre partie des services rendus par l'agence,

- distribution de carburant : La redevance sera fixée par convention entre le distributeur et l'agence des ports et des installations de pêche.

3) Redevances pour utilisation de l'outillage ou du matériel publics :

Ces redevances sont fixées sur un devis estimatif établi par l'agence des ports et des installations de pêche et approuvé par l'utilisateur.

Art. 3 - La gérance des marchés de gros de poissons aux ports de pêche par l'agence des ports et des installations de pêche donne lieu à la perception des redevances suivantes :

- redevance de stationnement : 1% du prix global des ventes,

- redevance sur le chiffre d'affaire des commissionnaires : 1% du prix global des ventes,

- redevance de marchandage : 1% du prix global des ventes,

- redevance de contrôle sanitaire : 0.5% du prix global des ventes.

L'agence des ports et des installations de pêche peut accorder l'exploitation des marchés de gros de poissons dans les ports de pêche aux personnes qui en désirent, et ce, conformément à des conditions fixées par le contrat de concession.

L'agence délivre à chaque contribuable un carnet à souche numéroté dans une série continue et ininterrompue, côté et paraphé par elle, sur lequel est portée sur feuillet distinct chaque opération de vente aux détaillants.

Art. 4 - Par dérogation aux dispositions de l'article premier du présent décret, les services sécuritaires relevant des ministères de l'intérieur et de la défense nationale sont exonérés des redevances pour l'occupation temporaire des superficies découvertes à l'intérieur des ports et dont la superficie ne dépasse pas 100 m². Lorsque l'intérêt pour lequel cette occupation temporaire a été accordée n'existe plus, les locaux construits sur ces terrains deviendront propriété de l'agence des ports et des installations de pêche.

Sont également exonérés de la taxe de séjour dans les bassins des ports, les bateaux de surveillance, les bateaux de la marine nationale et les bateaux de recherche et de formation dans le domaine de la pêche.

Art. 5 - L'exploitation et l'utilisation des installations et les superstructures portuaires donnent lieu à la perception d'une redevance annuelle selon l'activité exercée comme suit :

- l'aquaculture : 50 dinars par an,

- les locaux commerciaux : 20 dinars par an,

- les activités touristiques : 50 dinars par an.

Art. 6 - Par dérogation aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté, les redevances dues par les bateaux armés à la pêche ayant comme port de servitude l'un des ports de la zone nord située entre la frontière Tuniso-Algérienne et le parallèle passant par le phare de Borj Kélibia y compris le port de Kélibia, sont réduites de deux tiers (2/3).

Des crédits du budget de l'Etat peuvent être alloués au profit de l'agence des ports et des installations de pêche dans le cadre des incitations de l'Etat au secteur de la pêche dans les zones du Nord, et ce, en cas de non garantie de la capacité de l'agence à assurer ses équilibres financiers sur la base des redevances enregistrées annuellement dans lesdites zones.

Art. 7 - Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté relatives à la fixation des redevances portuaires aux ports de pêche.

Art. 8 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 février 2013.

Le ministre des finances

Elyes Fakhfekh

Le ministre de l'agriculture

Mohamed Ben Salem

Vu

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

MINISTERE DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
--

Décret n° 2013-1313 du 27 février 2013, modifiant le décret n° 2009-1739 du 3 juin 2009, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour le suivi du développement de l'offshoring en Tunisie et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de l'investissement et de la coopération internationale,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 92-1721 du 21 septembre 1992, fixant les attributions du ministère de la coopération internationale et de l'investissement extérieur,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant les plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu le décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996, portant création des unités de gestion par objectifs,

Vu le décret n° 97-388 du 14 février 1997, portant organisation du ministère de la coopération internationale et de l'investissement extérieur,

Vu le décret n° 2006-1245 du 24 avril 2006, fixant le régime d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels d'administration centrale,

Vu le décret n° 2009-1739 du 3 juin 2009, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour le suivi du développement de l'offshoring en Tunisie et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement,

Vu le décret n° 2011-4796 du 29 décembre 2011, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décète :

Article premier - Les dispositions de l'article 3 du décret n° 2009-1739 du 3 juin 2009 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 3 (nouveau) - La durée de l'activité de l'unité de gestion par objectifs pour le suivi du développement de l'offshoring est fixée à sept ans à compter du 3 juin 2009 et comportera les étapes suivantes :

- la première étape relative à l'exécution de l'étude sur le développement de l'offshoring est fixée pour la période du 3 juin 2009 au 3 juin 2012,

- la deuxième étape relative au suivi de l'exécution des recommandations de l'étude et du programme promotionnel pour le développement de l'offshoring, d'une durée de quatre ans, à compter de la fin de la première période.

Art. 2 - Le ministre des finances et le ministre de l'investissement et de la coopération internationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 février 2013.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali